



Les Cahiers DE L'INSTITUT CGT d'Histoire sociale

Je réserve ce N°162 à 10 € l'exemplaire

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Chèque à retourner à IHS CGT 76 - 119 cours de la République - 76600 Le Havre

LE BILLET DE GILBERT GARREL , PRESIDENT

Républicain : Le président de la République a décidé : les républicains sont ceux qui lui octroient les pleins pouvoirs. C'est en lui donnant des leviers monarchiques par l'élection d'un Parlement soumis à ses ordres que les citoyens seraient donc à ces yeux de bons républicains. Voici le message qu'il a envoyé au peuple de France sur le tarmac de Villacoublay : « *Aucune voix ne doit manquer à la République.* » Il a osé placer les partis de gauche – unis sous une même bannière – et le RN sur un pied d'égalité, les renvoyant dos à dos dans le camp des « extrêmes ». C'est pourtant lui qui appelait l'électorat de gauche au « pacte républicain » pour faire barrage à Marine Le Pen au second tour des élections présidentielles. Depuis la Révolution, deux conceptions s'affrontent : la République bourgeoise et la République sociale. La première a, de tout temps, mené un combat acharné pour éradiquer la seconde. Après avoir restauré la monarchie, soutenu le parti de l'ordre en 1848 puis le coup d'Etat napoléonien, la bourgeoisie, après la défaite de « Napoléon le Petit », a été contrainte de se convertir à la République, mais c'est celle de Thiers écrasant la Commune qu'elle a choisie. Emmanuel Macron est de la même veine. Il en a fait la démonstration lorsque, en 2020, il a célébré en grande pompe la naissance de la IIIe République. En 2021, il a fait le choix de mettre sous les projecteurs le bicentenaire de la mort de Napoléon 1er et de passer sous silence les cent cinquante ans de la République démocratique et sociale instaurée par la Commune de 1871. Dans la dernière séquence électorale, Jupiter déchu a fait la part belle à l'extrême droite pour faire obstacle à la gauche. Afin d'évacuer la dimension sociale du champ républicain, le parti présidentiel a fait perdre des repères dans un jeu périlleux. Alors, qui est républicain ?

VIE DES IHS : QUARANTE ANS, L'ÂGE DE RAISON

Pour son 40ème anniversaire, l'institut CGT d'histoire sociale a inauguré, le 14 juin, dans le patio du complexe CGT, une magnifique exposition Les Archives en héritage conçue et réalisée par le collectif Au fond à gauche.

VICTOR GRIFFUELHES (1874-1922)

Le 22 juin, l'UL d'Etampes et de sa région, l'UD CGT de l'Essonne et l'IHS CGT 91 ont organisé à Saclas, une cérémonie d'hommage à Victor Griffuelhes, secrétaire de la CGT de 1901 à 1909. Philippe Martinez y a prononcé une allocution dont voici de larges extraits.

LE SYNDICALISME DES INDIRECTES DANS L'ALGERIE EN GUERRE

La guerre en Algérie a posé de considérables problèmes politiques généraux liés à l'irruption de la question nationale mais aussi des problèmes d'identité syndicale en raison de la recomposition syndicale survenue et de la répression. Dans ce contexte, les agents des impôts, un moment tentés par la séparation d'avec la CGT, trouvent dans une autonomie de circonstance le moyen de défendre leurs intérêts en lien avec le syndicat national auquel ils adhéraient depuis près de trente ans et retrouvent, une fois rapatriés en métropole, la CGT.

LA CGT ET LES VACANCES

C'est principalement à la suite des premières conquêtes sociales sur la réduction du temps de travail que va se développer dans le mouvement ouvrier une réflexion sur le temps libre et son rôle comme moteur du progrès social et du bien-être ouvrier. Si la question se centre dans un premier temps sur le sport, pour des questions de santé et de lutte contre l'alcoolisme, les loisirs et les vacances occupent rapidement après les grèves de mai et juin 1936 une place non négligeable dans les activités syndicales. La CGT se pose d'ailleurs en la matière comme l'héritière du Front populaire et des espoirs de la Libération. Cette inscription dans une mémoire héroïque va favoriser et légitimer l'action ouvrière pour que les vacances deviennent pleinement un élément d'épanouissement personnel et d'émancipation. Nicolas BOUCHOUICHA

L'HISTOIRE, UN COMBAT SYNDICAL

Pour ses quarante ans, l'IHS CGT a présenté une exposition majestueuse sur le thème « Les archives en héritages ». Lors du vernissage, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a partagé avec l'assistance quelques réflexions sur l'histoire et sur le travail réalisé par l'IHS CGT. Voici quelques extraits de son intervention.

CONTRE L'ETAT, A L'ECART DE L'ETAT

Incontestablement, l'idéologie du tout syndical n'est plus de mise aujourd'hui. Il n'empêche, chacun encore aujourd'hui se réfère à la motion d'Amiens (1906) qui, depuis 1912, a valeur de charte. Dans une introduction très fouillée à la réédition d'une brochure d'Emile Pouget, parue en 1908 et intitulée La confédération du travail, Stéphane Sirot explicite, à travers les écrits de Pouget, la question de l'enjeu politique dans la jeune CGT. Avec son aimable autorisation, nous reproduisons ici de larges extraits d'une partie de son introduction consacrée à l'une des dimensions de cette question, c'est-à-dire le rapport à l'Etat;

« PROTÉGER LE TRAVAIL NATIONAL » : RETOUR SUR LA LOI DU 10 AOÛT 1932

Lors des récentes élections présidentielles, la thématique du contingentement des étrangers est revenue à la surface à l'initiative de la droite et de l'extrême droite. Cela n'a rien d'original, puisque ce fut déjà le cas lors des précédents scrutins présidentiels. L'occasion pour nous de revenir sur une loi relativement méconnue, votée le 10 août 1932 -c'est-à-dire en pleine dépression économique - qui visait la protection du travail national et qui a occasionné la mise en place de quotas de travailleurs étrangers.